

**XIIIe Rencontres du RIUESS (Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire).
Angers du 5 au 7 juin 2013.**

Le rôle des réseaux dans la progression d'un nouvel imaginaire socio économique.

Josette Combes. NOVETAT' Institut de Recherche et Développement en ESS, Midi Pyrénées

« Nous avons été confrontés jusqu'à ce jour à une alternative : ou la détermination de mettre fin à la violence répressive entrainé sur le terrain de l'ennemi et s'y installait en lui opposant une violence de même nature, bien que de sens contraire ; ou l'opposition à la tyrannie recourait à une résistance passive, sur le mode du pacifisme prôné par Gandhi avec un incontestable succès¹

(...) il s'agira littéralement de reconstruire l'ensemble des modalités de l'être en groupe. (...) on ne s'en tiendra pas à des recommandations générales mais on mettra en œuvre des pratiques effectives d'expérimentations aussi bien aux niveaux microsociaux qu'à de plus grandes échelles institutionnelles.²

I. De l'économie sociale à l'économie solidaire, la résurgence de l'initiative citoyenne.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, dans un double mouvement de réparation des dégâts engendrés par le conflit mondial et de contrepoids au modèle socialiste qui s'incarnait alors de façon idéalisée à l'Est de l'Europe, les sociétés occidentales adoptent une stratégie dite fordiste et keynésienne qui consiste à indexer les salaires sur la productivité pour que les salariés deviennent acquéreurs des biens que la prodigieuse accélération de la technicisation de la production délivre sur le marché. Par ailleurs, le rôle l'Etat devient régulateur de la circulation de la richesse grâce aux systèmes de redistribution tels que l'assurance maladie, l'accès universel à l'éducation, l'assurance chômage et les retraites.³

En Europe, grâce au plan Marshall, les pays en reconstruction (Allemagne, France, Royaume Uni, vont doper la croissance permettant de générer des profits suffisants pour que via l'impôt, le système de redistribution perdure pendant « les trente glorieuses » (qui ne dureront en fait que 20 ans, 1950 - 1970). La fin de la colonisation qui devait sonner le glas de la prédation

¹ Vaneigem R. (2010) p19

² Guattari F. (1999), p .21

³ Voir le documentaire de Ken Loach *L'esprit de 45* qui rend « hommage à un moment-clé de l'histoire du Royaume-Uni, marqué par un sentiment de solidarité sans précédent dont l'impact a été significatif pendant de nombreuses années, et qui risque pourtant d'être redécouvert aujourd'hui. »

des ressources des pays colonisés laisse place à un néocolonialisme générateur de profits pour les entreprises qui vont continuer via les accords de « développement » instaurés sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, à utiliser les ressources des pays « en développement », tout en intervenant dans l'organisation politique de ces pays qui entre dans une période de troubles et d'instabilité (assassinat des leaders de l'autonomie, corruption de potentats soutenus par les pouvoirs des puissances coloniales) qui favorise l'installation des multinationales occidentales au détriment de l'économie locale. Que ce soit les Etats Unis en Amérique du Sud, la France en Françafrique⁴, le Royaume Uni conservant un lien privilégié avec les pays du Commonwealth, les puissances occidentales maintiennent sous leur sujétion les peuples anciennement colonisés, cette fois par le biais de l'impérialisme économique. (Castel O, 2005

Dans les années 70, un triple mouvement commence à contester l'ordre économique mondial. D'une part l'échec des Indépendances est pointé par un certain nombre d'intellectuels qu'ils soient eux-mêmes habitants de ces pays ou participants observateurs des phénomènes (Dumont R. 1966, Rodney W. 1972, Anta Diop C. 1979). Les protestations contre la guerre du Vietnam, les émeutes étudiantes et les grèves de mai 1968, sont autant d'évènements catalyseurs d'une rupture idéologique avec le colonialisme et le capitalisme triomphant.

En 1970, le Club de Rome dénonce, dans un ouvrage intitulé «Halte à la croissance», les dangers d'une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources, de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels, et, en conséquence prône la croissance zéro. A partir du rapport Brundland (1987) qui servira de base au Sommet de la terre de Rio (1992), la notion de « développement durable » fait son entrée sur la scène internationale. *« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.*⁵ De plus, à partir des thèses de Nicholas Georgescu-Roegen sur l'entropie, le dogme du cercle vertueux de la croissance économique comme pilier du bien-être social est

⁴ Terme créé par François-Xavier Verschave en parodie du terme d'Houphouët-Boigny la France-Afrique

⁵ On trouve l'intégralité du rapport sur le site du ministère des affaires étrangères

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf

contesté. Le mouvement de la Décroissance dont Serge Latouche (2010) ⁶est un des théoriciens considère que le développement infini est impossible dans un monde limité. Latouche donne au terme développement durable le qualificatif d'oxymore. Les mouvements sociaux qui sont très actifs à la fin des années soixante ne se résument pas aux seules journées de mai 1968 mais sont plus fondamentalement une remise en question profonde du système capitaliste notamment sur un point central « le conflit entre dirigeants et exécutants ». « *La contradiction insurmontable qui organise le déchirement de cette société se manifeste dans la nécessité pour le capitalisme bureaucratique d'exclure les hommes de la gestion de leurs propres activités et son impossibilité d'y parvenir (s'il y parvenait, il s'effondrerait aussitôt de ce fait même). Son expression humaine et politique se trouve dans le projet des bureaucrates de transformer les hommes en objets (que ce soit par la violence, la mystification, la manipulation, les méthodes d'enseignement ou les carottes «économiques» et le refus des hommes de se laisser faire.* [Castoriadis C. (2008) p 127]

Dans l'effervescence qui a suivi les mois d'insurrection, il y a eu plusieurs tendances : l'organisation de groupes d'extrême gauche, tentés par la lutte armée (ou la pratiquant comme Action directe) et une vague d'abandon des postes potentiels ou déjà occupés dans le système pour inventer une autre façon de vivre et de produire, et tenter ainsi de ne pas « se laisser faire ». Ceux qui vont s'engager dans ce qui se nommera un temps l'économie parallèle ou alternative ont essentiellement comme objectif de « *rendre cohérente une vie que les contraintes de la production capitaliste font éclater en de multiples sphères régies par des logiques diverses et contradictoires : la famille, le travail, la consommation, la culture, l'école, les loisirs...* » Leur objectif ce n'est pas *d'affiner (leur) regard critique sur les incohérences du monde économique et social, c'est de trouver les voies pour se libérer de leurs influences.* [Draperi J-F. (2006)].

Ce qu'exprime ainsi Béatrice Barras (2006), une des initiatrices de la coopérative Ardelaine : (...) *comme toute notre génération, nous avons été confrontés à des questions profondes auxquelles chaque jeune de cette époque se devait de trouver des réponses : que voulons-nous vivre ? Quelle société voulons-nous pour nos enfants ? Quelles valeurs allons-nous incarner dans nos vies ? Et tout cela, en faisant table rase des conformismes, des qu'en dira-t-on et des vérités établies définitivement.*

⁶ Serge Latouche poursuit la réflexion de François Partant dont l'ouvrage *La fin du développement. Naissance d'une alternative?* paru en 1982 a créé l'évènement par sa radicalité.

Ce désir de réinventer la vie donne lieu à beaucoup d'expériences, dont certaines menées par les travailleurs sont emblématiques des résistances à ce qui va devenir courant par la suite, la liquidation d'une entreprise. « Les LIP » (70- 77) réinvestissent un concept qui renait à cette époque après avoir été promu par les marxistes ou les anarchistes, les Communistes comme les Républicains espagnols, l'autogestion, principe d'émancipation essentiel du monde du travail..

A la même époque, des luttes drainent des mobilisations civiles inédites : l'opposition au camp militaire du Larzac, comme celle contre la centrale nucléaire de Plogoff, scellent une entente féconde entre paysans et citoyens, deux luttes emblématiques parmi d'autres qui démontrent qu'une mobilisation de la société civile peut peser sur les décisions politiques.⁷ Dans la même décennie, sont créées toute une série de formes associatives ou coopératives dont l'objet sera de traiter cette question : « quelles valeurs incarner » tout en constituant des réponses adaptées à des besoins économiques et sociaux identifiés en proximité immédiate par ceux qui les organisent.

Ainsi, au tournant des années 80 existent des systèmes autogérés tels que les boutiques de gestion, les collectifs enfants parents (qui deviendront les crèches parentales), les coopératives de production comme Ardelaine, les collectifs de recherche sur les énergies renouvelables (Solagro 1981), pendant que le commerce équitable commence à se développer introduisant une notion qui va être un élément pivot de l'action : le prix juste permettant au producteur de vivre de sa production et instaurant une solidarité Nord Sud.

La montée du chômage et de la paupérisation génère une réponse sociale : l'insertion par l'activité économique qui prend diverses formes comme les régies de quartier (Roubaix 80) ou les entreprises d'insertion (Première association intermédiaire Redon 83), mais également les Réseaux d'échanges et de savoirs réciproques (RESR), les systèmes d'échanges locaux (SEL) (1980 au Canada, en France Redon 1990). La visée économique n'est pas obligatoirement au premier plan, voire elle est peu présente comme dans les RESR ou les SEL basés sur l'échange et non la vente et l'achat du service.

Ces expériences naissent de l'initiative des citoyens, s'inspirant d'expériences similaires en France ou ailleurs (notamment le Québec). Elle se formalisent peu à peu, en suscitant des émules qui se regroupent en réseau dont l'objectif est à la fois la transmission des savoir-faire

⁷ Voir « Tous au Larzac », le documentaire réalisé par Christian Rouaud, 2011

qui se constituent sur le terrain et la défense de leurs membres auprès des pouvoirs publics pour obtenir les aménagements législatifs et financiers permettant leur pérennité⁸.

« L'économie solidaire se fait en marchant » [Dacheux E. (2007) p 179]

Ces réseaux, en se regroupant vont constituer l'amorce de ce qui va être nommé sous le terme générique d'économie solidaire.⁹ Cet intitulé remplace peu à peu les termes qui tentaient de circonscrire l'émergence de nouvelles organisations économiques [Edith Archambault, Xavier Greffe (1984)] qui sont surtout identifiées comme « services de proximité », puisque, en effet ce sont les innovations dans le secteur des services qui vont susciter la réflexion sociale et économique des années 90. [Laville J-L. (1992)]

En réalité, à l'orée du XXI^e siècle, au-delà des seuls services de proximité, ce qui émerge, c'est «un nouveau souffle militant, un nouveau militantisme qui (...) s'inscrit plus dans l'engagement concret que dans la lutte politicienne. [Dacheux E. (2007) p24]

Et cette nouvelle économie, pour la raison même qu'elle constitue une critique politique de l'économie libérale connaît beaucoup d'aléas dans sa progression, liés aux péripéties de l'alternance gauche / droite en France. Au final, un Secrétariat d'Etat à l'Economie Sociale (1984 – 86, occupé par Jean Gatel), à l'Economie Solidaire (2000-2002, Guy Hascouët) et depuis 2012, Benoit Hamon dont le Secrétariat d'Etat migre de la tutelle du Ministère des affaires sociales à celle de l'Economie, sans pour autant bénéficier de réels moyens.

En dépit des difficultés, l'économie solidaire se développe dans les années 2000, notamment par la conjugaison de motivations sociales et écologiques.

Les AMAP (2001), les monnaies sociales, l'éco habitat, les coopératives d'habitants, les systèmes de co-voiturage, de mobilité aménagée, les parcs « d'éoliennes citoyennes », etc, autant d'initiatives qui donnent lieu non seulement à de réelles concrétisations économiques, mais sont autant d'exemples à valeur de démonstration sur la pertinence de l'implication citoyenne dans l'économie pour non seulement faire vivre un tissu social et économique, mais également inventer des formules inédites qui battent en brèche un certain nombre de postulats de l'économie libérale, en se fondant sur la coopération et non la compétitivité et en défrichant des marchés considérés comme non rentables par la doxa économique.

⁸ RERS (Réseau d'échanges et de savoirs réciproques)1979, ACEP (fédération des crèches parentales 1980), CNLRQ, (Comité de Liaison des Régies de Quartier)1988, CNEI (Comité National des Entreprises d'Insertion),

⁹ En 1995, un premier appel pour la défense de l'économie solidaire est publié dans le Monde et signé d'une dizaine de têtes de réseaux. Un deuxième appel en 1997 regroupe des réseaux qui forment un Inter réseau resté informel jusqu'à sa constitution en mars 2002 en Mouvement pour l'Economie Solidaire (MES)

L'ESS progresse également grâce à l'articulation entre volonté politique¹⁰ et mobilisation citoyenne. Sur les territoires, une pléthore de micro entreprises réinstallent de l'activité économique alors qu'elle se fait rare (en milieu rural, dans les quartiers d'habitat social). Les élus ont compris que pour lutter contre le phénomène de désertification économique, il devient pertinent d'articuler les initiatives locales qui présentent au moins l'intérêt d'être congruentes avec les besoins des citoyens et non délocalisables.

Entretemps, économie sociale et économie solidaire sont agglutinées sous un même identifiant pendant qu'apparaît un nouveau concept « l'entrepreneuriat social » et un réseau national, le MOUVES (Mouvement des Entrepreneurs sociaux)

Arrêtons-nous sur ce nouveau concept en reproduisant ici l'argumentaire que les membres du Mouves proposent en réponse à « une idée reçue » selon eux : « l'entrepreneuriat social, cheval de Troie du capitalisme dans l'économie sociale et solidaire »

« C'est le contraire. Les entrepreneurs sociaux souhaitent construire une économie nouvelle qui réconcilie efficacité économique et utilité sociale, réussite individuelle et intérêt collectif. Mais cette ambition, ils n'en ont pas le monopole et ne souhaitent ni ne peuvent la porter seuls. Aujourd'hui, se contenter d'images d'Epinal – les fondations d'entreprise, simples agents du recul de l'Etat, les grands groupes, uniquement motivés par l'image, la philanthropie, juste un facteur d'accroissement des inégalités – ne mène à rien.

Partout, les enseignements des crises sociales et économiques mondiales imposent l'idée qu'une entreprise ne peut être durable et pérenne qu'à condition de combiner profit et impact social positif. Une entreprise ne peut se développer et croître convenablement dans un environnement social et écologique dégradé.

Nombre d'entreprises « classiques » l'ont compris et ont souhaité se rapprocher des entrepreneurs sociaux pour s'inspirer de leur modèle, contribuer à leur essor mais également développer avec eux des solutions communes pour répondre aux problèmes sociaux et environnementaux, tout en respectant une logique de performance économique.

Ainsi des collaborations « gagnant-gagnant » se multiplient, dans tous les secteurs d'activité et partout dans le monde. D'un côté, elles permettent aux entreprises sociales de changer d'échelle, de pérenniser leurs ressources financières, « d'industrialiser » leurs solutions, d'enrichir leurs compétences. De l'autre, elles permettent aux entreprises « classiques » de redonner du sens aux métiers de leurs salariés, de fédérer leurs équipes et d'imaginer de

¹⁰ Le Réseau des territoires pour l'Economie Solidaire (RTES) a fêté ses dix ans en 2012. « réunit des collectivités locales qui s'engagent autour d'une charte pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Il rassemble aujourd'hui plus de 90 collectivités, régions, départements, intercommunalités et communes, qui ont manifesté le besoin d'un espace d'échanges et de coordination nationale. »

nouveaux business models en bénéficiant de l'expertise et des innovations des entrepreneurs sociaux. Autrement dit, ces collaborations leur permettent de dépasser une « simple » politique de responsabilité sociale (RSE) en replaçant les enjeux sociaux et environnementaux au cœur de leur stratégie, de leur offre et de leur business.

Ces rapprochements peuvent prendre différentes formes : mécénat financier et de compétence, prestation et sous-traitance, investissements, co-construction de produits et/ou services pour répondre à un besoin social (hybridation). Il est nécessaire de les encourager, dès lors que les répercussions sont favorables pour les deux parties et tendent vers un même but : placer l'efficacité économique au service de l'intérêt général.

Les entreprises sociales, par leur capacité à démontrer qu'il est possible d'être rentable tout en poursuivant un but social influent sur le capitalisme « classique » et les pratiques de ses acteurs. En ce sens, elles sont le cheval de Troie de l'économie sociale et solidaire dans le capitalisme.¹¹

Si nous choisissons de citer, à ce stade, les propos du Mouves, c'est qu'ils illustrent le paradoxe dans lequel se situe le concept même.

L'ESS peut-elle être une économie qui s'émancipe au point de ne plus être confinée au seul secteur du social dans lequel elle est dépendante de la commande publique et peut-elle devenir une force de proposition d'une économie « amendée » par la prise en compte de nouveaux paradigmes (la contrainte écologique, la gouvernance) tout en maintenant un principe fort qui est considéré comme premier : *Il ne peut pas y avoir de projet social fort sans projet économique fort et il serait stérile de les opposer. Tout l'enjeu de l'entreprise sociale est de ré-encastrent le social dans l'économie.*

Au passage, notons l'utilisation du terme ré encastrement, notion centrale dans l'analyse de Polanyi, sauf qu'il s'agissait de ré encastrent l'économie dans le politique. Il y a là un symptôme si on considère que l'économie solidaire réalise la préconisation polanyienne d'économie plurielle où se combinent marché, redistribution et réciprocité, [Aznar G., Caillé A., Laville J.-L., Robin J., Sue R. (1997)] afin de ré encastrent l'économie dans l'ensemble des rapports sociaux

Par ailleurs, la question de la co-construction de l'offre par les parties prenantes et notamment la participation citoyenne sont passés à l'arrière plan. L'entrepreneur est mis en avant, son rôle essentiel dans la prise de risques est valorisé, il est propre à la conception même du rôle de l'entrepreneur dans l'idéologie capitaliste (le profit est la récompense du risque) et de ce

¹¹ <http://mouves.org/l-entrepreneuriat-social>

fait il doit garder la maîtrise de son projet qui, quelle que soit sa pertinence, est orienté vers le profit même si la *lucrativité doit être limitée*. Le réalisme économique ne remet pas en question la notion même de compétitivité. Au contraire c'est un donné qu'on ne conteste pas. Ce qui est en revanche considéré comme nécessaire, c'est la prise en compte de l'utilité sociale et / ou (sic) la vigilance écologique, mais comme éléments d'efficacité économique. D'ailleurs si les entrepreneurs sociaux considèrent qu'ils peuvent servir de modèle aux agents de « l'économie classique », c'est au nom même de l'efficacité.

Bien entendu, en raison même de la multiplication des initiatives qui se revendiquent de l'appellation économie sociale et / ou solidaire et compte tenu du fait que d'autres initiatives qui pourraient s'y apparenter ne souhaitent pas se revendiquer de cette obédience, parce qu'elles considèrent rechercher une rupture plus radicale encore avec le système capitaliste mondialisé, force est de constater que réunir l'ensemble de ces entités multifformes sous un seul vocable relève de la gageure.

Toutes les tentatives théoriques restent partielles voire partiales, simplement parce que les acteurs eux-mêmes résistent à la « mise en carte », parce que le projet même de ces activistes pacifistes est de se défaire des schémas comportementaux que l'ensemble du dispositif de production – communication impose à l'imaginaire et à l'inconscient collectif, pour inventer une autonomie qui se conjugue précisément au croisement des choix production/ consommation. Ce qui s'est mis en route, à la fois dans la lignée des grands précurseurs du XIXe et dans celle des penseurs de la question sociale de la fin du XXe [Gorz A.(1988, 2004)], c'est l'élaboration d'un nouvel imaginaire économique fondé sur la recherche d'autonomie en réaction à l'anomie générée par une organisation de l'activité économique où l'individu est dépossédé de sa propre identité. Cette recherche de maîtrise de la production est associée à une remise en cause radicale des rapports du consommateur qui en initiant la consommation citoyenne invente une nouvelle façon d'intervenir dans la sphère politique.[Combes J.(2006)] Ainsi «depuis les années 1990, les mobilisations de consommateurs sont (...) tournées vers la responsabilisation, (...) la consommation n'est plus la cible de la contestation, elle incarne l'action militante elle-même. [Dubuisson-Quellier S.(2009) p131-132]. Elle agit à la fois dans et contre le marché. L'avènement des AMAPS ne correspond pas uniquement à la recherche de produits de qualité mais également et surtout à un positionnement politique en faveur du maintien d'une agriculture qui résiste à la pression de l'industrie alimentaire.

Ce mouvement correspond à la prise de conscience que ce n'est pas seulement en tant que producteur que l'individu est aliéné mais dans sa relation au désir que l'industrie publicitaire a subverti par des méthodes intensives de propagande. [Stiegler B. (2004, 2006)]

II. La transformation du mouvement social, montée en puissance de la société civile

1. La contestation du consensus de Washington et l'émergence de l'altermondialisme.

De façon concomitante, l'effondrement de l'Empire soviétique et la montée en charge de la théorie néolibérale de l'école de Chicago conduisent à l'émergence de ce qui va s'appeler le mouvement altermondialiste. En effet les thèses néolibérales qui servent de think tank aux gouvernements Reagan (1981-1989) et Thatcher (1979-1990) ont établi « la pensée unique »¹² qui sera ensuite appliquée en Europe par la Commission Européenne sous l'influence des mêmes nébuleuses.

Face à l'offensive conservatrice, s'organise une résistance au GATT puis à l'OMC et surtout à la politique de la Banque mondiale qui impose les principes du Consensus de Washington, par le biais des Plans d'Ajustement Structurels (PAS) aux pays emprunteurs les intimant à réduire leur dépense publique et de ce fait, détruisant leurs systèmes publics d'éducation et de santé et les emprisonnant dans le piège de la dette. L'économie financiarisée conduit les Etats à une perte de souveraineté sur leurs décisions politiques et économiques qui enclenchent un processus d'appauvrissement des populations. Au tournant du XXIe siècle, plus d'un milliard de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, souffrent de la faim et de la malnutrition.¹³

En réaction à la situation désastreuse où sont plongés des milliers de paysans dépossédés de leurs terres par les grands groupes de l'agro-alimentaire, la question de la souveraineté alimentaire est portée par les organisations paysannes comme Via Campesina, les exactions financières dénoncées par Attac, l'illégitimité de la dette par le CADTM¹⁴. Les mobilisations emblématiques des Zapatistes et de Via Campesina pour la récupération des terres et leur

¹² Le fameux TINA there is no alternative de Margaret Thatcher.

¹³ La proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est passée de 47 % en 1990 à 24 % en 2008, passant de 2 milliards à moins de 1,4 milliard. Sources : Rapport 2012 sur les Objectifs du Millénaire sur le développement

¹⁴ Via Campesina (1993) regroupe 150 organisations dans 70 pays plus de 200 millions de paysans.

ATTAC Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (1998)

CADTM Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, Réseau international de lutte pour l'abolition de la dette des pays du Sud. (1990)

autogestion, la démonstration de force qui conduit à l'échec du sommet de l'OMC à Seattle en 1999, et d'autres multiples formes de résistance organisées mettent en lumière la capacité de la société civile à devenir un acteur politique puissant. Le premier Forum Social Mondial, réuni dans la ville emblématique de Porto Alegre (Brésil), inaugure en 2001 un cycle de manifestations du mouvement altermondialiste dont le dernier à Tunis en 2013 a été organisé en soutien aux révolutions du Maghreb Machrek. Il est d'ailleurs intéressant de noter que c'est dans cette région que se sont organisés le plus de FSM ces dernières années : Bamako, Karachi (2006) Nairobi (2007), Dakar (2011). Le mouvement altermondialiste s'invite également au Sommet Mondial pour le Climat à Copenhague et en mars 2010, le « Sommet des peuples contre le changement climatique » a réuni 25.000 personnes, venant de 147 pays à Cochabamba, en Bolivie, illustrant la contribution des indigènes au mouvement.¹⁵ Il était présent au sommet de Rio+20 en 2012 où s'est tenu en marge du sommet officiel le Sommet des Peuples.

2. La protestation contre les mesures d'austérité et l'invention d'une démocratie directe, participative et horizontale.

Les révolutions arabes de 2011, conjuguées aux révoltes contre le pouvoir des banques ou contre les mesures d'austérité imposées par l'Union Européenne pour « faire face » à la crise grecque et de manière générale à l'extraordinaire endettement qui fait exploser la part des budgets consacrés au remboursement de la dette, entraînent des formes de mobilisation populaires inédites. Les Indignés¹⁶, Occupy Wall Street, le Printemps québécois, sont autant de formes nouvelles de militantisme qui consistent à s'organiser pour occuper des lieux emblématiques et y installer des campements forums. On y revendique une démocratie participative, horizontale opposée au capitalisme et recherchant le bien commun.¹⁷

3. Quelques éléments sur la logique de réseaux.

L'étude des réseaux sociaux est relativement récente¹⁸ et les travaux qui se sont intéressés aux incidences relationnelles du réseau social pour un individu ont connu un essor décuplé du fait

¹⁵ Geoffrey Pleyers, « Brève histoire du mouvement altermondialiste », *La Vie des idées*, 29 mars 2013. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Breve-histoire-du-mouvement.html>

¹⁶ Los Indignados, les Indignés. Reprennent l'injonction de Stéphane Hessel S. 2011, *Indignez-vous*, Indigène, Montpellier 32p

¹⁷ Voir par exemple <http://occupyfrance.org/>

¹⁸ Un des premiers à travailler sur les relations entre individus et leurs incidences en tant que système est Jacob Lévy Moreno (1889 – 1974) qui publie *Who shall survive*, en 1934 qui sera publié en France sous le titre

de l'arrivée des NTIC qui transforment totalement les paramètres d'espace et de temps qui sous-tendaient auparavant les échanges entre membres d'un même réseau d'affiliation, qu'il soit familial, professionnel, amical etc.

On relèvera quelques notions utiles [Lazega E (1998), Degenne A. & Forsé M. (2001)] sur la philosophie de l'action pour comprendre les stratégies à l'œuvre dans la multiplication actuelle des réseaux sociaux :

Le rôle d'une personne est une fusion d'éléments privés et collectifs et ce n'est plus seulement son histoire qui détermine ses choix mais la complexité des relations qu'elle entretient au sein de ses différents réseaux d'appartenance. La perte de ces réseaux peut avoir des conséquences graves pour l'individu.¹⁹ [Castel R. (1999)]

La culture du château-fort avec ses murs protecteurs et clos mais aussi son fonctionnement du haut vers le bas est devenue obsolète, mais continue à fonctionner dans l'imaginaire comme une nostalgie (le souverain protecteur).

La relation au savoir a évolué : l'approche considère le savoir non comme un contenu qu'on incorpore mais comme le produit d'une élaboration individualisée à partir des informations appropriées au cours d'une « navigation » maîtrisée par l'apprenant.

La production de messages se fait en interaction et accueille les réactions en retour, dans un processus de reconnaissance de l'autre.

La logique du pouvoir est basée sur la recherche de consensus qui oblige à gagner l'adhésion et non à l'imposer.

Le partage et la mise à disposition des informations constituent chaque membre en « expert » et cherche l'optimisation de la réponse grâce à l'intelligence collective.

III. La recherche de nouvelles alliances.

Face à une crise systémique (écologique, économique, sociale,...) chaque jour plus profonde, un mouvement est en marche qui, partout, réinvente nos façons de produire, d'échanger, d'habiter, de nous nourrir, de nous déplacer, d'éduquer nos enfants...

Fondements de la sociométrie PUF 1954. Le concept même est créé par Barnes, en 1954 dans une étude sur les relations dans une communauté norvégienne

¹⁹ Le concept de désaffiliation que Castel utilise notamment pour analyser « la galère des jeunes »

Des organismes financiers d'un genre nouveau remettent l'économie au service du bien-être humain (...) Des citoyen(e)s, ingénieurs, acteurs associatifs, collectivités, scénarisent une transition énergétique (...) Des paysans, des agronomes développent une agriculture capable de nous nourrir sans pétrole et sans intrants chimiques, (...) Des démarches pédagogiques nouvelles se montent, proposant à nos enfants une éducation basée sur la coopération, (...) _Des processus d'approfondissement de la démocratie sont conduits...²⁰

Si on observe le paysage actuel de l'activité économique on peut considérer que l'économie solidaire a fait des émules, les citoyens sont de plus en plus convaincus que c'est au niveau local, en s'associant, quelle que soit la forme juridique adoptée qu'ils peuvent espérer peser sur leurs propres conditions de vie et par extension modifier l'imaginaire économique fondé sur la compétition, la prédation des ressources et l'exploitation des personnes, en particulier des femmes qui continuent à constituer 70% des plus pauvres.

En revanche, la définition même de cette économie reste de plus en plus difficile à cerner et les expériences d'économie citoyenne ne se reconnaissent pas forcément sous cet intitulé.

Le positionnement des différents mouvements qui « entreprennent autrement » diffère selon leur origine idéologique, philosophique et instrumentale.

Les écarts se situent selon plusieurs axes

1. L'axe temporel :

L'économie sociale, héritière du mouvement social de la fin du XIXe siècle, portée par des structures caractérisées par un fonctionnement hiérarchique calqué sur le modèle capitaliste (salaires des dirigeants, actionnariat -même s'il s'agit d'un sociétariat- et fonctionnement dans le champ de la compétition capitaliste).

L'économie solidaire, née à la suite des mouvements sociaux des années 80, en rupture avec le modèle capitaliste mais en recherche d'alliances avec les structures politiques représentatives à partir d'un modèle d'hybridation des ressources et de co-construction avec les élus sur les territoires.

« L'économie de la transition » née des mouvements d'émancipation du début de XXIe siècle, fondée sur l'autonomie garantie par des alliances nouées entre toutes les dimensions

²⁰ Extrait de la déclaration commune du « Collectif pour une transition citoyenne » créé au cours du 2eme festival de la Transition à Cluny le 25 mai 2013.

économiques nécessaires à l'élaboration d'un modèle de société fondé sur la sobriété énergétique et la juste répartition des ressources, notamment grâce à l'épargne citoyenne.

2. La relation au modèle capitaliste

La première est adossée au capitalisme et tend à en réformer les aspects totalitaires d'exploitation excessive des hommes et de la nature. La seconde fait le pari d'une alliance avec les institutions pour s'en servir afin d'orienter les objectifs et les méthodes de l'économie, vers un abandon du capitalisme. La troisième cultive le principe d'une économie parallèle suffisamment outillée et développée pour remplacer l'économie capitaliste par une économie « fraternelle ».

3. La relation au pouvoir.

Dans tous les cas, la démocratie est avancée comme le support et l'objectif des formes d'organisation. Cependant les rituels de gestion relationnelle et le discours y référant sont très largement différents. Or, « l'idéal démocratique n'aurait rien d'intemporel mais aurait aussi une histoire et continuerait à se définir au cours du temps, à travers des expériences, des luttes, des réflexions et des débats. » [Corcuff (2006) p79].

Les mouvements qui se sont construits sur le modèle classique de l'association s'interrogent sur la pertinence d'une représentation qui en reprenant le schéma classique (Président(e), trésorier(e), secrétaire, AG, CA, bureau, reproduit ce qui est ressenti comme un déni de démocratie. Attac a ainsi remplacé la coprésidence (un homme / une femme, un progrès récent) par un porte-parolat qui confie à plusieurs personnes le soin d'assurer la communication de l'association.

Le MES, était originellement un inter réseau sans structuration formelle. On peut se demander si cela l'a desservi ou non dans sa capacité à réunir et représenter les familles de l'ESS.

Le collectif pour la transition est informel -pour l'instant- et annonce l'intention ainsi : *Nous relier pour nous soutenir mutuellement.*

Les agencements qui se développent prennent de plus en plus souvent la forme de collectifs qui se retrouvent sur des objectifs communs et des actions élaborées collectivement pour faire « masse » et peser dans le paysage politique.

Cependant, quand on examine de plus près les fonctionnements, on peut s'interroger sur la convergence de positionnements relativement différents dans leurs fondements.

Ainsi Attac qui soutient l'existence d'un service public fort, travaille sur les aspects socioéconomiques avec une approche largement marxiste d'oppositions entre nantis et exploités, dont une grande partie des membres est issue du mouvement syndicaliste envisage l'économie solidaire comme une forme d'intrusion du privé dans le public et questionne (à juste titre par ailleurs) la situation des salariés dans l'ESS (contrats précaires, salaires faibles, absence de protections collectives).

Les mouvements tels que Colibris, développent une philosophie du changement individuel comme fondement du changement collectif : « *Changer les choses commence par soi ! Quel est le sens que je donne à « qui je suis » et à « ce que je fais » ? Quel impact sur la planète ? Quel impact sur les humains ?* »²¹ Ces questions pertinentes en soi peuvent-elles suffire à soutenir une action efficace contre un système qui ne s'inquiète nullement des états d'âme des personnes, surtout si celles-ci envisagent leur modalités d'action sur un mode pacifique ?

4. La hiérarchie des priorités.

Le mouvement de l'économie sociale et solidaire s'est structuré sur la réponse aux besoins sociaux, la création d'emploi, la lutte contre les exclusions (notamment celle des femmes), le développement territorialisé. Il a développé au fur et à mesure des réponses de plus en plus diversifiées pour articuler ces dimensions, tout en maintenant un dialogue constant avec les pouvoirs publics pour faire progresser le nombre et la qualité des structures et surtout introduire une pensée économique hétérodoxe dont Polanyi est un des inspirateurs. [Polanyi K. (1944 ; 2009)]

Les mouvements altermondialistes et les mouvements sociaux se sont plutôt focalisés sur l'organisation des luttes, la résistance aux lois sacrifiant les droits des citoyens (traité européen par exemple), la dénonciation du système économique mondialisé d'exploitation des peuples et de marchandisation de tous les échanges.²²

Le mouvement de la transition se donne clairement pour objectif la mobilisation des citoyens pour organiser la sauvegarde de la planète, tout en instaurant les conditions du « bien-vivre »²³. Si la dimension écologique est centrale, le droit à la « bonne vie » est plus difficile à définir.

²¹ <http://www.colibris-lemouvement.org/agir/comment-agir>

²² Voir *le manifeste d'économistes atterrés*, Les liens qui libèrent, (2010), qui contredisent « 10 fausses évidences du dogme libéral ».

²³ L'équateur est le premier Etat à inscrire dans sa constitution les droits de la nature et le droit au « bien vivre »

Bien entendu ces positions ne s'opposent pas dans le principe mais elles déterminent des formes d'organisation de réseau relativement différentes. Ainsi la structuration du Mouvement de l'Economie Sociale et Solidaire a besoin d'une échelle régionale, dans la mesure où la décentralisation place les Conseils régionaux en position de décision sur le développement économique. Mais cette structuration n'a pu se faire que parce que le dynamisme de l'ESS était présent sur les territoires. L'échelon national est plus problématique, l'Etat n'ayant pas encouragé depuis dix ans le développement de cette économie. Le RIPESS Europe fondé en septembre 2011 ne vit que grâce à la Fondation pour le Progrès de l'Homme qui a soutenu la mise en réseau internationale des réseaux continentaux.²⁴ La création du RIPESS Europe est trop récente pour qu'on puisse préjuger de la pertinence de cet échelon, d'autant qu'il n'a pas les forces pour travailler au sein des institutions européennes. En revanche la mise en lien, l'échange de pratiques entre les réseaux (eux-mêmes réseaux de réseaux) catalans, portugais, italiens, hongrois, belges, suisses et français pourraient constituer un atout de mise en visibilité de l'importance de cette économie et nourrir des innovations grâce au transfert de modèles.

Attac a été fondée en France et a développé un réseau de comités locaux et des Attac dans 38 pays. Elle est absente des deux pays anglo-saxons majeurs dans le système financiarisé qu'elle dénonce, les Etats Unis et le Royaume Uni, mais existe au Japon et au Canada en Ontario et au Québec et dans l'Amérique du Sud et l'Afrique. Son fonctionnement très centralisé au départ est en recherche d'équilibre entre ses trois instances : Conseil Scientifique, Conseil d'Administration, Commission Nationale des Comités locaux. Elle organise une université d'été tous les ans, temps fort de réflexion collective qui alimente l'action des comités et des militants qui les animent. L'appartenance à la mouvance de l'éducation populaire est fondatrice et place le savoir et l'information comme éléments pivots de l'action politique.

Le Collectif pour la transition vient de se créer, on ne peut rien dire de son fonctionnement si ce n'est qu'une des motivations de la NEF à l'origine de l'initiative est de parvenir à créer une force d'imposition d'un mouvement citoyen avec comme objectif de fonder une banque éthique européenne. L'autre caractéristique est d'utiliser des méthodes d'animation interactives pour générer de l'intelligence collective sur un mode renouvelé de gestion des conflits de points de vue.

L'agglutination de ces formules collaboratives hétérogènes suscite un certain nombre de questions d'ordre théorique et méthodologique qu'on évoquera succinctement dans le cadre de cette contribution mais qui devraient alimenter le déroulement des processus de coopération et l'inévitable débat entre les membres de ces réseaux. On les proposera donc en

²⁴ Le RIPESS Réseau Intercontinental de Promotion de l'ESS est né à Lima en 1997 et s'inscrit dans une dynamique altermondialiste en participant par exemple aux FSM. Le RAESS, réseau africain s'est formalisé officiellement dans le cadre du FSM de Tunis de 2013.

conclusion comme autant de petites épines plantées dans le pied du titan « solidaire » qui devrait assommer de façon définitive le titan « capitalisme »

IV. Comment organiser des convergences sans gommer les divergences. Le paradoxe fécond.

« Dans les périodes de transition entre deux contrats sociaux comme celle que nous vivons, les débats de sociétés, sur nombre d'enjeux importants – dont l'avenir de l'Etat, l'avenir du travail, le rôle des associations, ne sont pas seulement des débats entre la gauche et la droite. Ce sont des débats qui traversent aussi les discours, les analyses et les stratégies de la gauche, même si une certaine pudeur fait que ces clivages demeurent souvent occultés. [Laville J-L., Vaillancout Y. (2001) p173]. Il est sans doute utile de souligner ici que la « mise en ordre de marche d'un mouvement » est soumise à quelques contingences non négligeables.

« Il ne saurait y avoir de mobilisation sans alignement des cadres d'interprétation des individus autour d'un cadre commun, ceux-ci doivent s'accorder sur un diagnostic de la situation (...) sur un moyen d'y remédier, ou tout au moins de s'y attaquer (...) et finalement sur la nécessité d'agir. Cela suppose une activité de cadrage (...) de la part des entrepreneurs de mobilisation ». Par ailleurs, si « les disputes de cadres » contribuent à l'efficacité ou à la dislocation d'une mobilisation, paradoxalement « ce qui fait tenir une mobilisation, c'est moins un alignement des cadres que des formes d'occultation des désalignements » [Contamin J-G. (2009) p 41- 45].

On soulignera donc, en conclusion l'importance du chantier qui est ouvert aux acteurs du changement de paradigme économique, politique et spirituel de ce début de millénaire pour venir à bout d'une crise des sociétés occidentales due « à l'emprise grandissante des logiques technico instrumentales (économisation, professionnalisation, esprit gestionnaire et entrepreneurial, affaiblissement des perspectives militantes, inscription dans les systèmes de pouvoir, etc) au détriment des logiques civiques de solidarité entre leurs membres (souci de soi) ou à l'égard d'autres sujets sociaux (souci de l'autre) en fonction d'une visée politique de transformation sociale [Eme B. (2001), p 28].

Il est éventuellement possible de fonder à partir d'un diagnostic commun une certaine unanimité du besoin d'agir sur l'impulsion d'un sentiment d'urgence (rétablir de l'équilibre dans un système défaillant et enrayer notamment la gabegie des ressources et la nocivité des choix de production au regard de leur limitation dans un monde fini). Il reste à définir les

méthodes, les stratégies d'alliance, à réguler les dissensus pour qu'ils ne parasitent pas en permanence l'énergie des citoyens, à éviter les dérives de prise de pouvoir d'un des réseaux sur les autres et surtout à faire le choix des nouvelles institutions qui offrent l'avantage de garantir la stabilité du droit, nécessaire à la mobilité de l'invention permanente de la démocratie.

Laissons le dernier mot à André Gorz [(2012) p274] : « *Nous savons que le moment est proche où « le dernier quintal de combustible fossile sera consommé » ; que notre vie n'est ni généralisable ni durable ; et qu'il faudra inventer une civilisation planétaire radicalement nouvelle. Sciemment ou non, nous sommes en rupture avec notre passé. Nous sommes moins vieux que quarante ou vingt ans plus tôt, et beaucoup plus jeune par notre conviction qu'un « nouveau monde est possible »*

- Anta Diop C. (1979) *Nations Nègres et Culture, I et II*, Présence Africaine, 572p
- Archambault E, Greffe X, (1984) (ss dir de) *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte, 248p
- Aznar G., Caillé A., Laville J.-L., Robin J., Sue R. (1997) *Vers une économie plurielle*, éd. Syros,
- Barras B. (2006) *Moutons rebelles, Ardelaine, la fibre développement local*. Editions Repas.171
- Castel R. (1999) *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Folio essais, n°349, 813p
- Castel, O. (2005), *Histoire des faits économiques. La dynamique de l'économie mondiale du XVIe siècle à nos jours*. Presses Universitaires de Rennes, 348p
- Castoriadis C, (2008) « La révolution anticipée » in *Mai 68 : la brèche, suivi de Vingt ans après*, Fayard, Paris, p121-194
- Combes J. (2006) « Pour une autre rationalité économique, le rôle des consom'acteurs » in. ss dir HUMBERT M. et CAILLE A. *La Démocratie au péril de l'économie* Presses Universitaires de Rennes. p235 – 246
- Contamin J-G, (2009) « Analyse des cadres » in Fillieule O. et al *Dictionnaire des mouvements sociaux*, presses de Sciences Po, coll Références, p 38 – 46.
- Corcuff P. (2006) « La question démocratique entre présupposés philosophiques et défis individualistes. » in ss dir Caillé A. *Quelle démocratie voulons-nous. Pièces pour un débat*, Paris, La Découverte, p 78-86
- Dacheux E (2007). in (ss dir) Dacheux E *Communiquer l'utopie. Economie solidaire et démocratie*, L'Harmattan
- Degenne A., Forsé M. (2001) *Les réseaux sociaux*, Armand Colin, 288 p
- Draperi J-F. (2006) « A l'école de la vie , l'apprentissage du courage » in Barras B. (2006) *Moutons rebelles, Ardelaine, la fibre développement local*. Editions Repas, .p 2-5
- Dubuisson-Quellier S. 2009, *La consommation engagée*. Paris, Les Presses de Sciences Po (Contester), 144 p
- Dumont R. (1966) *L'Afrique noire est mal partie*, Ed du Seuil, Coll. Points politiques,
- Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (2009). *Dictionnaire des mouvements sociaux*, presses de Sciences Po, coll Références, 656 p
- Guattari F. (1989) *Les trois écologies*, Galilée, 73p
- Gorz A. (2004) *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*. Galilée, 438p
- Gorz A, (2012) « Nous sommes moins vieux qu'il y a vingt ans » in (ss dir) Fourel C. *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle* La découverte / Poche, 277p
- Gorz A. (2003) *L'Immatériel* Galilée, 160p
- Latouche S. (2010) *Le temps de la décroissance* éditions Thierry Magnier, coll. « Troisième Culture », 160p
- Laville J-L. (1992) *Les services de proximité en Europe*, Syros Alternatives, 245p
- Pellisier J. (ss dir), (2001), *À but non lucratif - 1901-2001, cent ans de liberté d'association*, éd. Fischbacher, 252p.
- Polanyi K. (2009) *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Tel Gallimard, 467p
- Rodney W. (1972) *How Europe underdeveloped Africa*, Bogle-L'Ouverture Publications, 316p
- Vaneigem R. (2010), *L'Etat n'est plus rien, soyons tout*, rue des cascades, 47p